Temporalités de la controverse sur le nucléaire en Lorraine

Temps « long » des désaccords, temps « infini » des déchets radioactifs

Nuclear power controversy's temporalities in Lorraine. Dealing with disagreements' "longterm" and radioactive wastes' "infinite" lifetime

Vincent Carlino

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/15722>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.15722

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2018

Pagination : 155-172

ISBN : 978-2-8143-0543-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Vincent Carlino, « Temporalités de la controverse sur le nucléaire en Lorraine », *Questions de communication* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/15722> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.15722>

> NOTES DE RECHERCHE

VINCENT CARLINO

Centre de recherche sur les médiations

Université de Lorraine

F-57000

Laboratoire de recherche sur les espaces créoles et francophones

Université de La Réunion

F-97400

carlino.vincent[at]gmail.com

TEMPORALITÉS DE LA CONTROVERSE SUR LE NUCLÉAIRE EN LORRAINE TEMPS « LONG » DES DÉSACCORDS, TEMPS « INFINI » DES DÉCHETS RADIOACTIFS

Résumé. — Le temps s'impose comme un critère déterminant dans le débat public sur le nucléaire. À partir du cas du nucléaire en Lorraine, l'article montre que la temporalité peut problématiser les situations de controverse. L'approche communicationnelle développée ici se focalise sur les expériences de cet ordre qu'induit le nucléaire, ainsi que sur la périodisation des désaccords entre les acteurs. Loin d'être une donnée abstraite, le temps est aussi un enjeu politique dans le rapport de force entre les opposants et les promoteurs du nucléaire. Ces derniers projettent leur vision des projets contestés dans l'avenir, faisant du temps une thématique forte pour peser dans le débat public.

Mots clés. — controverse, désaccord, débat public, nucléaire, temps

Militer en faveur de l'environnement revient de plus en plus à contester l'ordre politique, économique et social. Cette tendance peut s'expliquer par le développement des controverses environnementales durant ces vingt dernières années. Des groupes contestataires se rattachent à des situations autour desquelles les conflits prennent forme. Les résistances aux projets d'aménagement du territoire sont devenues emblématiques de cette tendance, à l'image de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en Loire-Atlantique (1963-2018) ou du projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin (depuis 1991). Ces contestations s'étendent à d'autres projets d'exploitation énergétique et de matières premières tels que le centre de stockage de gestion nucléaire à Bure dans la Meuse, l'extraction du gaz de couche en Moselle-Est, ou l'exploitation d'une mine aurifère à l'ouest de la Guyane. Actions, discours et mobilisations environnementales se greffent à des situations de conflit qui prennent forme sur les terrains des projets contestés. Longtemps qualifiés de *Nimby*¹, ces mouvements font preuve d'une volonté de montée en généralité, afin de transformer leur engagement spatialisé en un bien commun (Trom, 1999 : 40). Les controverses ne se bornent donc pas aux limites géographiques des zones d'implantation mais sont en prise avec des contestations plus générales. Ainsi les zones à défendre font-elles l'objet d'une attention particulière des chercheurs qui interrogent les enjeux du mode d'action occupationnel et des nouvelles formes d'engagement politique (Dechézelles, 2017 ; Dechézelles, Olive, 2016 ; Subra, 2017).

Le rapport au temps est désormais interrogé par les sciences de l'information et de la communication (SIC), discipline souvent pensée comme « science du présent » (Domenget, Pélissier, Miège, 2017 : 15) et en prise avec la modernité. Ainsi les chercheurs questionnent-ils des notions *a priori* nouvelles apportées par le numérique dans une dimension cumulative, à l'instar des réseaux sociaux numériques (Clavert, Grandjean, Méadel, 2018) et des *fake news* (Ambroise-Rendu, 2018). Pour autant, la temporalité des contestations environnementales est rarement prise pour objet d'étude. Celle-ci est envisagée ici en tant que moyen permettant d'appréhender le débat public sur les questions environnementales dans la durée, ainsi qu'en tant que ressource stratégique mobilisée par les acteurs pour se faire entendre. Elle constitue une dimension essentielle des études de controverse qui reste encore peu discutée. En effet, elle soulève des enjeux méthodologiques au sens fort du terme. Par exemple, on peut se demander dans quelle mesure la durée des controverses détermine le choix des objets d'étude : les moments de controverse sont-ils privilégiés dans le but de rassembler des ensembles de données relativement restreints ? Ou bien font-ils émerger des corpus qui dépassent le strict cadre des discussions ? Car c'est bien de la rencontre de deux temporalités, celles de la recherche et du social dont il est question. Plutôt que de les opposer, il s'agit d'en souligner les liens inévitables. Ainsi est-il nécessaire

¹ L'argument *Nimby* (*Not in my backyard*, littéralement « Pas dans mon arrière-cour ») désigne un mécanisme de défense pour contester la localisation d'un projet d'aménagement plutôt que son principe. Il peut être utilisé par les défenseurs d'un projet pour disqualifier l'opposition, en insistant sur l'incapacité des acteurs à penser au-delà de leur territoire proche et immédiat.

de battre en brèche la figure du chercheur comme observateur neutre et détaché des controverses en soulignant que la mise au point de dispositifs d'observation scientifique de tels phénomènes constitue déjà les prémices d'un engagement. La sociologie balistique de Francis Chateauraynaud (2011) avance l'idée que les controverses évoluent dans le temps et sont marquées par des phénomènes de baisse et de relance de leur activité et de leur actualité en fonction des « puissances d'expression » des acteurs, ainsi que des « trajectoires argumentatives ». Cependant, la temporalité des controverses devient centrale avec la notion de « milieux en interaction » (Chateauraynaud, Debaz, 2017 : 310) qui lie les scénarisations et constructions du futur à l'expérience sensible d'individus exposés à un risque sanitaire ou technologique. La discussion ne porte plus seulement sur les risques, mais « sur la raison d'être » du nucléaire (Chaskiel, 2017 : §6).

Plutôt que de livrer une cartographie des controverses, on propose d'observer les formes de désaccord sur le « temps long », et plus précisément les normes qu'elles font peser sur ceux qui souhaitent prendre part au débat public. Puis, l'impératif de l'explicitation du rapport au temps par les acteurs est interrogé. En effet, le projet Cigéo² s'inscrit sur plusieurs centaines d'années en raison de la durée de vie quasi infinie des déchets radioactifs qu'il devrait abriter. Expliciter son rapport au temps, construire la mémoire sociale et technique du projet, et anticiper son impact sur les « générations futures » deviennent alors nécessaires pour promouvoir ou critiquer le projet.

Une méthode pour périodiser les désaccords sur le nucléaire en Lorraine

Le temps occupe une place singulière dans les débats sur le nucléaire. Un des arguments récurrents de ses pourfendeurs est que le programme électronucléaire français engage plusieurs générations qui doivent composer avec les choix et les décisions de leurs aînés. Ceci est particulièrement visible avec la gestion des déchets qui restent radioactifs pendant plusieurs milliers d'années. Si bien que tout semble envisagé à partir de l'inscription du nucléaire dans la durée : la mémoire des décisions techniques et politiques du passé, la construction de nouveaux réacteurs et la fermeture de ceux en activité, ainsi que l'impact des décisions sur le futur. Prendre part au débat revient à se situer dans ce *continuum* entre passé et futur. L'historien François Hartog (2003 : 118) définit la capacité des sociétés à articuler passé, présent et futur comme des « expériences du temps ». Dans son travail sur les « régimes d'historicité », le chercheur brosse les différentes conceptions du temps au fil des siècles. L'appropriation qui en est faite ici est plus modeste en

² Le Centre industriel de stockage géologique est un projet de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) qui vise à stocker les déchets les plus radioactifs à 500 mètres de profondeur dans la Meuse et la Haute-Marne. Il se compose d'une zone souterraine ainsi que d'installations de surface. Son exploitation est envisagée sur une période de 100 ans.

cela qu'elle s'applique à deux « expériences de temps » du nucléaire en Lorraine : celle des déchets radioactifs et celle des désaccords. Les déchets qui devraient être stockés dans le sol de la Meuse et de la Haute-Marne arrêteront d'être radioactifs au bout de 100 000 ans. Cette période devient tangible dès lors qu'elle se trouve confrontée au temps de l'activité humaine qui l'inscrit dans le temps long (Braudel, 1999) difficilement appréhendable à notre échelle. La gestion des déchets radioactifs s'intègre dans une temporalité plus longue que la construction du projet Cigéo. En effet, les déchets qui doivent être enfouis sont déjà produits et gérés avec des solutions temporaires telles que les piscines de refroidissement par exemple. En fait, l'expérience temporelle des déchets radioactifs débute dès la production d'électricité dans les centrales et s'étend jusqu'à la perte en radioactivité des combustibles : elle s'étale avant, pendant et après l'exploitation des centrales nucléaires.

En l'espèce, le temps ne renvoie pas à un phénomène objectif et extérieur aux sociétés, mais davantage à un processus social, un objet de représentations collectives et de « conceptions changeantes selon les sociétés » (Hirsch, 2016 : 26). Ainsi le questionnement porte-t-il sur la manière dont les individus font sens de la durée de vie extrêmement longue des déchets radioactifs. Le temps devient alors communicationnel puisqu'il est au cœur des jeux d'acteurs et d'arguments de la controverse : à travers lui, les individus publicisent leur opinion sur le nucléaire.

Au sujet de l'entreposage en surface et de longue durée que les opposants avancent comme une alternative à Cigéo, le directeur de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) Pierre-Marie Abadie s'indignait devant la presse le 28 janvier 2019 : « Qui peut croire qu'on investirait durablement dans un secteur sans avenir pour traiter un problème du passé³ ? ». Cet extrait se situe dans une expérience temps où le présent occupe une place forte dans l'articulation entre passé et futur. Cigéo est présenté comme une solution réalisable au présent et qui épargnerait les prochaines générations de la gestion d'un problème dont ils ne seraient pas responsables. L'hypothèse travaillée est que cette expérience de temps qui se focalise sur le futur pour mieux souligner l'impératif de gestion des déchets radioactifs au présent est omniprésente dans le cadrage officiel de la controverse. La construction de Cigéo devient alors un débat éthique divisant ceux qui souhaitent adopter l'enfouissement pour ne pas laisser la « charge » du choix aux générations futures, et ceux qui souhaitent le laisser ouvert pour ne pas « condamner » leurs descendants. En tant qu'ensemble de représentations collectives, le temps est aussi une ressource stratégique et politique que les acteurs mobilisent pour gouverner et argumenter. La controverse est façonnée par des événements qui ont leur propre temporalité : agenda politique, demande de déclaration d'utilité publique, lancement de chantiers de centrales nucléaires, actions collectives en réaction à l'actualité, etc.

³ Source : L. Madella, 2019 « Projet Cigéo : à Bure, l'Andra trace sa route », *L'Est Républicain*. Accès : <https://www.estrepublicain.fr/edition-de-bar-le-duc/2019/01/30/projet-cigeo-a-bure-l-andra-trace-sa-route> consulté le 01/02/2019.

Il convient donc de périodiser les désaccords sur le nucléaire en Lorraine à partir de la double entrée de l'expérience de temps des déchets radioactifs et du temps social de leur gestion. L'article se focalise sur deux cas emblématiques pour réaliser cette périodisation sur près de quarante ans : la construction de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle) ainsi que le projet de centre de stockage de déchets radioactifs à Bure (Meuse, Haute-Marne). L'analyse se fonde sur un corpus de plus de 400 articles du *Républicain Lorrain* entre 1979 et le début des années 2000 sur la centrale de Cattenom. À travers ses deux éditions en France et au Luxembourg, le journal offre une lecture des faits survenus à Cattenom de part et d'autre de la frontière, occupant ainsi un rôle prépondérant dans l'espace public. Cet ensemble documentaire nourrit une analyse de discours qui vise à repérer la façon dont les acteurs intègrent la question du temps dans leur action. La méthode utilisée croise les apports de la sociologie pragmatique qui considère les controverses comme des « micro-épreuves de la vie quotidienne [...] pour prendre en compte la conflictualité inhérente aux pratiques sociales » (Lemieux, 2018 : 65), ainsi que ceux de la technosémiotique qui étudie l'influence de dispositifs d'expression dans des environnements numériques (Julliard, 2015 : 192). Le corpus est complété par l'exploration de 10 sites web institutionnels (2 de l'Andra et 8 de collectifs d'opposants à Cigéo). Parmi eux, les sites *Les Arpenteurs* et *Plus Bure sera leur chute* font l'objet d'une analyse plus systématique en vue de rendre compte de pratiques de communications numériques qui se situent dans la durée. Ces deux supports montrent la place prépondérante qu'occupe la thématique du temps dans le débat public. Chacun à leur manière, ils soulignent l'importance de construire la mémoire du projet, le premier pour convaincre que les choix de l'Andra sont les bons, le second pour inscrire la trace de la lutte sociale et environnementale qui s'est construite autour du projet.

Penser la temporalité des controverses : un retour réflexif

Prendre une situation dite controversée pour objet revient à se situer dans un *continuum* spatio-temporel. Rares sont les situations où la recherche démarre en même temps que les situations qu'elle prend pour objet. Le temps de la recherche n'est pas celui des controverses et il semble important de souligner cette superposition de temporalités dans une perspective réflexive. Souvent, la posture de l'observateur détaché l'emporte. C'est ce qui se passe lorsque les chercheurs produisent des « cartographies » de controverses. Il s'agit de représenter les forces en présence, les jeux d'alliance ou encore les conflits qui marquent le social (Latour, 2007). Une approche d'autant plus privilégiée à l'heure des dispositifs de communication en ligne qui permettent, à l'instar des wikis et des forums, de (re) tracer avec précision les liens entre les acteurs et ainsi modéliser leurs accords et leurs désaccords (Jackiewicz, 2017 ; Venturini, 2012). L'accent peut aussi être mis sur la circulation sociale des discours, qui permet de déterminer la trajectoire

des controverses : les espaces où elle est discutée, les acteurs qui s'en emparent, ses reformulations, etc. (Chateauraynaud, 2011 ; Doury, 1997). Ce recours à la cartographie ou à l'analyse des discours constitue un moyen de s'extraire de la temporalité de la controverse pour entrer dans celle de la recherche en produisant de nouvelles modélisations que les acteurs, pris dans le tumulte des situations, ne perçoivent pas immédiatement.

Pourtant, le chercheur façonne son objet, car « l'analyse de controverse comme méthodologie est portée par le projet de *mettre en scène* le monde social et ses acteurs » (Quet, 2015 : 40). Le chercheur travaille donc la controverse autant que celle-ci conditionne ses choix scientifiques. L'attrait de la recherche pour les controverses tient en partie à ce que celles-ci sont des moments de forte activité sociale si bien que « comme une éruption fait le bonheur du vulcanologue, une controverse fait celui du sociologue de terrain » (Debaz, 2017 : 157). Temps de la recherche et temps de la controverse semblent à ce point liés que nous pouvons nous demander ce qu'il se produit lorsque plus rien ne semble se passer. Faut-il délaisser le terrain au profit d'un autre ? En fait, cette question interroge le rapport à l'objet : puisqu'il s'agit de savoir si on étudie les *situations* de controverse ou leur *contenu*.

La gestion des controverses par la communication a été abordée dans des travaux montrant que la conception technique de dispositifs de concertation cadre les débats et contraint l'expression (Monnoyer-Smith, 2011). D'autres recherches ont souligné l'investissement pluriel de la communication par les acteurs des grands projets et questionnent la gestion des conflits (Motulsky, Lehmann, 2013). Ces dispositifs n'évoluent pas hors-sol : ils intègrent un espace public avec des acteurs et des oppositions déjà existantes qu'ils peuvent accentuer alors même que l'objectif visé est de les contenir (Masseran, Weill, 2014 ; Suraud, 2006). D'ailleurs, les travaux qui les concernent n'abordent pas de front la dimension temporelle. Pourtant, nombreuses sont les controverses qui s'installent dans la durée : l'opposition au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est organisée depuis 1972, les manifestations antinucléaires en France durent depuis 1971, le débat sur les OGM s'est installé dans les années 1990 et celui sur les nano-technologies dure depuis plus de quinze ans.

L'attention se dirige sur le « temps long » comme mise à distance des temporalités plus immédiates des événements et des actualités qui ponctuent les controverses. Pour filer la métaphore volcanique, il s'agit de se décentrer des éruptions pour « plonger dans le magma » social des controverses (Venturini, 2010), dont le long écoulement sous-terrain conditionne l'apparition des phénomènes sociaux en surface.

La conceptualisation des controverses développée en ces pages se rapproche de la sociologie pragmatique qui les considère comme des épreuves et des situations problématiques autour desquelles se mobilisent les acteurs (Dewey, 1927 ; Lemieux, 2018 : 27). Ainsi la dimension de publicisation est-elle essentielle

puisqu'elle invite à identifier les processus par lesquels un désaccord sur une question publique est porté et mis en visibilité par une série d'acteurs. Cependant, l'observation des trajectoires argumentatives (Chateauraynaud, 2011) peut réduire les médias et la communication à des ressources qui rendent automatiquement visibles un problème public. Or, les médias sont des dispositifs socio-sémiotiques qui construisent les événements autant (sinon plus) qu'ils les relaient (Le Marec, Babou, 2015 : 115).

S'inscrire dans le « temps long » des désaccords

L'entrée dans une controverse se fait bien souvent sous conditions, et la maîtrise du temps en est une. De façon plus générale, l'étude des controverses en communication doit être attentive aux conceptions des débats qui surplombent les échanges et les positions stratégiques des acteurs. Ainsi doit-on rendre compte des « systèmes de valeurs » et « régimes de véridiction » que les acteurs reconnaissent comme légitimes (Badouard, Mabi, 2015 : 229). Le rôle du chercheur consiste alors à expliciter ce qui fait sens et vérité pour les participants, car toute parole ne correspondant pas aux normes du collectif risque d'être disqualifiée.

À Bure, l'opposition s'est construite par la contre-expertise citoyenne (Trépos, 1996) dès l'implantation du laboratoire de l'Andra au début des années 2000. Au cours d'entretiens menés sur le terrain, de nombreux activistes insistent sur les valeurs de sérieux et de crédibilité qu'ils trouvent à travers l'expertise, ce que Sylvie Ollitrault (1996 : 153) nomme le « militantisme de dossier ». Cependant, il est probable que ce primat donné à l'expertise résulte des pratiques de l'Andra qui produit en continu des rapports scientifiques visant à montrer la sécurité et les avantages du projet Cigéo face à la problématique qu'il entend résoudre. Si, d'un point de vue politique, la technique du stockage sous-terrain profond s'est imposée dans les années 1980 (Barthe, 2006), une partie de la communauté scientifique reste à convaincre à l'égard de l'efficacité de cette technique. La production d'expertise est telle que la première infrastructure de l'Andra en Meuse et Haute-Marne est un laboratoire, comprendre une réplique grandeur nature du futur projet Cigéo, mise à l'épreuve par une batterie de tests en vue d'étudier sa résistance aux éléments extérieurs (telles que de possibles infiltrations d'eau).

L'expertise occupe une place telle qu'elle est intégrée dans la communication institutionnelle de l'Andra qui vise à « administrer les preuves de sûreté » auprès de ses différents publics (Patinaux, 2017). On peut alors supposer que la prégnance de la contre-expertise dans les discours d'opposition résulte des pratiques de communication de l'Andra. Il est donc possible d'affirmer que l'Agence a contribué à poser l'expertise scientifique comme préalable à la participation au débat public sur la gestion des déchets radioactifs à Bure. La force de cette norme

communicationnelle se mesure à la dizaine de sites web de collectifs d'opposants utilisés pour publiciser les contre-expertises citoyennes.

Retracer de manière diachronique les normes qui déterminent l'accès d'une parole à l'espace public conduit à s'intéresser à la notion de désaccord plus qu'à celle de controverse. La notion semble heuristique car elle emporte avec elle les arguments, les collectifs d'acteurs et les valeurs défendues. L'approche pragmatiste de Daniel Cefaï (2016 : 43) a recours à l'arène publique pour saisir la formation de collectifs, de discours, ou encore de dispositifs dans les processus de mobilisation, invitant ainsi à dresser une « écologie institutionnelle » des mouvements. L'identification des différentes formes que prennent les désaccords sur l'énergie nucléaire en Lorraine correspond à cette approche. Il ne s'agit pas seulement de constater que la thématique « circule » entre différentes arènes plus ou moins perméables les unes aux autres, mais que ce sont les *désaccords*, avec leurs complexes d'arguments, de positions, de valeurs, de collectifs, ou encore de visions du monde qui perdurent ou se délitent au fil des années.

La prise en considération du temps dans les discours et les argumentations semble être un facteur déterminant dans l'accès à l'espace public. D'un point de vue pratique, les projets controversés ont une temporalité pouvant devenir une ressource stratégique pour leurs acteurs. Pour les responsables, l'enjeu est de réduire cette durée, tandis que les activistes essaient de l'augmenter dans l'espoir de faire annuler la construction. À cela doit s'ajouter le temps plus long de la gestion politique des risques sanitaires et environnementaux (Beck, 1986 ; Borraz, 2008). Ainsi la référence au temps constitue-t-elle une condition d'accès dans les espaces publics des controverses. Cette hypothèse s'inspire de la relecture de l'espace public bourgeois par Nancy Fraser (2001 : 135) qui met en exergue « les obstacles non-officiels à la parité de participation ». Mettant en cause l'idée que l'unicité de l'espace public « n'est pas souhaitable dans la mesure où elle renforcerait les inégalités » (Julliard, 2019 : §4), la philosophe défend l'existence de « contre-publics subalternes » qui se forment en fonction des moyens de chacun, notamment des groupes opprimés. En effet, les acteurs et débatteurs d'une controverse ne sont pas tous égaux face au temps. Par exemple, l'écart de ressources rend difficile l'empêchement de la construction de la centrale de Cattenom une fois que les travaux sont officiellement lancés. Électricité de France (EDF) détient l'avantage du calendrier du chantier alors que le blocage physique et le sabotage constituent les principales ressources des opposants.

Le temps comme enjeu politique

La centrale nucléaire de Cattenom est mise en discussion dans un espace transfrontalier au cœur du Groupement européen de coopération transfrontalière (GECT) de la « Grande Région » regroupant la Lorraine, le Luxembourg, la Sarre et la Rhénanie-Palatinat, la Région wallonne, ainsi que les Communautés

française et germanophone de Belgique. L'année 1985 marque le début d'une série d'échanges entre la France, l'Allemagne, et le Luxembourg tant de la part des gouvernements que des activistes écologistes. Alors que le chantier est en marche, les pays frontaliers font part de leurs inquiétudes et de leurs réticences quant aux risques que la centrale fait peser sur leurs populations. Ces craintes prennent la forme d'un débat relayé dans la presse locale portant sur les normes relatives définissant le seuil autorisé de matières radioactives rejetées dans l'environnement. Pour les dirigeants luxembourgeois, il est « inconcevable » que la France prévoit des valeurs supérieures à celles en vigueur « dans d'autres pays détenteurs de centrales nucléaires, et notamment en RFA⁴ ». Cette tension se traduit par la négociation d'un accord franco-allemand qui fixe un taux limite. Par la voix de son ministre des Affaires étrangères, le Luxembourg s'exprime en faveur de l'accord au nom de la protection de sa population. Les militants écologistes, quant à eux, refusent toute négociation avec la France à l'égard d'une énergie qu'ils jugent dangereuse pour les générations à venir.

Le rapport de force se joue sur des temporalités différentes qui influent sur le devenir de la centrale. Son maître d'ouvrage, EDF, semble « jouer la montre » en ne réagissant pas aux nombreuses actions judiciaires des opposants qui essaient de rendre illégale la centrale. Le temps devient une ressource stratégique qui, au nom du respect de l'agenda du chantier, permet à la centrale de se construire malgré la critique sociale. Ainsi EDF gouverne-t-elle « par le temps » (Blanc, 2016), en temporisant l'opposition citoyenne qui reste soumise aux contraintes des délais de la justice et de l'administration.

L'action des militants antinucléaires à la Cour de Justice européenne au mois de septembre 1988 illustre cette tendance. Alors que les tranches 1 et 2 sont en construction depuis 1980, la France saisit le tribunal administratif de Strasbourg au sujet d'un recours en annulation de la centrale réclamé par ses opposants en 1986. Plusieurs élus, associations et militants écologistes ont déposé une demande d'annulation de la centrale en vertu de ce qu'ils ont estimé une violation du traité européen « Euratom ». Leur action est soumise au temps plus long de l'administration et de la justice européenne puisqu'elle s'étale sur deux ans. Cette différence de temporalités est significative du rapport de force entre les acteurs de la controverse. En effet, les articles de l'édition française du *Républicain Lorrain* réduisent l'action des opposants à une alerte sans que celle-ci ne bouleverse le calendrier de construction de l'ouvrage. Si le travail d'enquête et d'alerte des citoyens peut conduire à rendre visibles les problèmes publics (Pascual Espuny, 2014), le rapport à la temporalité des projets débattus est essentiel pour mesurer la portée de ces actions.

Deux ans plus tard, on peut lire dans l'édition luxembourgeoise du *Républicain Lorrain* que l'institution européenne indique que « les données générales

⁴ Propos du ministre des Affaires étrangères luxembourgeois Jacques Poos dans *Le Républicain Lorrain* du 20 mars 1985.

d'un projet d'effluents radioactifs doivent être fournies à la commission des Communautés européennes avant que ces rejets ne soient autorisés par les autorités compétentes de l'État-membre concerné⁵ ». Le gouvernement français a donc construit Cattenom avant d'obtenir l'accord de ses partenaires européens. Cela s'est traduit par des négociations en coulisses avec les proches voisins allemands et luxembourgeois pour obtenir l'autorisation de construction. EDF a accordé aux premiers de leur fournir de l'énergie une fois que Cattenom serait en fonction ; aux seconds des limitations strictes pour les rejets radioactifs dans l'environnement. Il s'est néanmoins préparé en se conformant aux exigences environnementales, sans s'exprimer publiquement à ce sujet. C'est en cela que le temps devient une ressource politique : il était plus avantageux pour EDF de suivre le calendrier de son chantier tout en préparant sa riposte aux attaques éventuelles, plutôt que de se soumettre à l'agenda législatif qui n'autorise pas le début des travaux.

À l'annonce du jugement, les opposants qui avaient posé la demande d'annulation deux ans plus tôt se félicitent de leur action. L'édition luxembourgeoise du *Républicain Lorrain* réserve une pleine page à l'événement, et le titre indique que « l'autorisation de Cattenom viole le traité Euratom », tandis que l'édition française titre sur une « menace d'illégalité » avant de clôturer l'article en jugeant que « l'existence même de la centrale nucléaire ne semble pas menacée⁶ ». Cette même édition réduira le jugement à « une formalité de plus », qui n'enraye pas le bon déroulé du chantier qui sera « mis en conformité⁷ ». Les retombées de l'action judiciaire sont essentiellement médiatiques et ne remettent pas en cause la construction de la centrale.

Suspendre ou accélérer le temps dans les actions collectives

Le répertoire d'actions (Tilly, 1986) des militants antinucléaires opposés à la centrale de Cattenom utilise le temps comme mode d'expression dans l'espace public. Ainsi, suite à la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, des manifestations d'ampleur ont-elles été organisées dans les communes voisines de la centrale afin de sensibiliser les populations aux dangers du nucléaire. À cette fin, des *sit-in* d'un genre particulier avaient lieu. Faisant retentir une fausse alarme sonore, les militants s'étendaient sur le sol pour simuler une « mort radioactive » qu'ils nomment également *die-in*. En 1986, la mise en scène est particulièrement inhabituelle et surprenante pour les riverains de la frontière franco-allemande : une silhouette macabre symbolisant le nucléaire circule entre les corps au sol comme pour leur donner la mort. Ces actions avaient un retentissement dans la presse locale qui leur donnait ainsi une certaine visibilité. Ce mode d'action a

⁵ *Républicain Lorrain* du 23 sept. 1988, édition Luxembourg.

⁶ *Républicain Lorrain* du 22 sept. 1988, édition de Thionville.

⁷ *Républicain Lorrain* du 23 sept. et du 26 oct. 1988, *idem*.

également été utilisé plus récemment pour contester le laboratoire de Meuse/ Haute-Marne menant des recherches sur l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure. Le 8 août 2015, des militants ont mis en scène une catastrophe nucléaire dans la commune de Void-Vacon (Meuse) en simulant un accident de circulation impliquant un véhicule censé transporter des matières radioactives. Les faits ont été médiatisés par les militants eux-mêmes *via* leur blog en publiant en ligne un faux communiqué municipal, ainsi qu'une capture d'écran du site de la municipalité⁸. Le lendemain, la presse locale titrait sur le « piratage du site de la mairie ». Ainsi les militants sont-ils parvenus à faire l'événement (Arquembourg, 2011 ; Verón, 1981) en articulant plusieurs temporalités : celle de l'urgence de la situation d'accident, celle plus lente et symbolique des faux blessés allongés sur le bitume, et celle du démenti officiel de la rumeur par la Préfecture de la Meuse.

Composer avec le « temps infini » des déchets radioactifs

La controverse sur la gestion des déchets radioactifs en France est particulièrement concernée par de longues échelles de temps. Le stockage géologique profond des déchets radioactifs les plus dangereux dits « de haute activité à vie longue » (HA-VL) s'inscrit dans une échelle de temps de 100 000 ans correspondant à la durée de vie de ces déchets. C'est au bout de cette période de temps difficilement envisageable à échelle humaine que les déchets radioactifs perdront la totalité de leur radioactivité. De même, le projet de centre de stockage Cigéo est conçu pour être « réversible » sur une période de 100 ans. Cela signifie que les responsables du projet se réuniront à chaque étape de sa réalisation pour décider de l'accélérer ou de la ralentir en fonction de l'évolution des connaissances sur les déchets radioactifs.

Face à ces échelles de temps incommensurables, l'Andra et les opposants à Cigéo explicitent leur rapport au temps dans leur communication. La notion de « temps » est alors investie par les acteurs eux-mêmes pour se situer dans le débat et faire valoir leurs opinions. L'hypothèse posée ici est que la communication ne s'établit pas dans un régime argumentatif, mais se construit dans des récits qui mettent en scène les valeurs, les émotions et la sensibilité de leurs auteurs dans la controverse (Chateauraynaud, Debaz, 2017 : 371).

Agir pour les « générations futures »

Pour expliciter son rapport au temps long, l'Andra a mis en œuvre une stratégie de communication particulière prenant la forme d'un partenariat avec le magazine

⁸ Voir <http://vmc.camp/2015/08/08/accident-nuke-a-void-vacon/> consulté le 29/09/2018.

de sciences et techniques *Usbek & Rica*. Son manifeste éclaire les raisons de cette collaboration : « *Usbek & Rica* explore le futur. Le futur proche, le futur lointain, voire le très très long terme. [...] *Usbek & Rica* interroge les bouleversements les plus rapides et les plus vertigineux de notre histoire. Le progrès technique est-il toujours synonyme de progrès humain⁹ ? ».

Ce partenariat prend la forme d'un site web, *Les Arpenteurs*, dont le contenu entend favoriser toutes les réflexions portant sur le futur sur des thématiques variées allant de l'écologie à la politique, en passant par le numérique et l'avenir des médias. Le site web est un hybride mêlant information journalistique et communication publique. Les articles insistent tous à leur manière sur la nécessité de prendre en charge les générations futures et visent à témoigner l'intérêt que l'Andra porte à ces questions. *Les Arpenteurs* marque une rupture dans la communication scientifique qui ne se fonde plus seulement sur la vulgarisation des connaissances détenues par les uns et qu'il faudrait livrer à d'autres. Il introduit une façon de s'exprimer dans la controverse non pas fondée sur l'échange d'arguments mais sur le partage de perspectives au travers de récits et d'articles de réflexion issus de la culture populaire ou encore de l'actualité sur le numérique. Bref, tout ce qui de près ou de loin est susceptible d'interroger le rapport que les hommes entretiennent avec le temps long. Ces contenus servent d'analogie à la durée de vie extrêmement longue des déchets radioactifs et sont autant d'invitations adressées au lecteur à réfléchir à la gestion des déchets. Comme l'indique une responsable de communication du projet¹⁰, *Les Arpenteurs* vise à détacher la gestion des déchets radioactifs de celle de l'industrie nucléaire. Il ne s'agit pas de se déclarer pour ou contre le nucléaire, mais de faire prendre conscience aux lecteurs que les déchets nucléaires engagent plusieurs générations – et donc qu'il faut s'en préoccuper dès maintenant.

Dans le même temps, les opposants à l'enfouissement des déchets radioactifs se sont réunis à l'été 2015 sur le site du laboratoire à Bure. Leur action a pris la forme d'un campement similaire à celui des « zones à défendre ». Un site web, *Plus Bure sera leur chute*, relate les actualités du campement et réunit différents documents et informations. Il est alors intéressant de constater que les militants se situent aussi dans une réflexion sur le temps long. Contrairement aux manifestations antinucléaires des années 1980, celle-ci a pris la forme d'un campement sur une durée de près de deux semaines. Les militants se sont accordés du temps pour occuper les lieux du laboratoire. Avant eux, les opposants locaux à l'enfouissement des déchets radioactifs ont inscrit leur action dans le temps long en occupant depuis dix ans une habitation qu'ils nomment « Maison de la résistance ». À travers leur lutte contre Cigéo, ils estiment à leur tour agir pour les « générations futures » en essayant d'empêcher un projet qu'ils jugent dangereux. Leur mode d'action fondé sur l'occupation du territoire et le sabotage semble

⁹ Source : <http://usbek-et-rica.fr/manifeste/> consulté le 29/09/2018.

¹⁰ Entretien réalisé le 20/12/2016.

correspondre à la conception de l'espace public oppositionnel d'Oskar Negt (1972). L'opposition des corps face aux machines de chantier tout comme la libéralisation d'une parole citoyenne, affichée comme authentique et révélatrice d'une colère populaire s'apparente en effet à l'espace public prolétarien qui « part [...] de l'expérience sensible, liée au corps, au travail vivant et à la culture collective » (Neumann, 2018). La mise en circulation d'informations alternatives sur le web matérialise quant à elle le rejet des formes instituées du débat public, dans lesquelles les militants estiment ne plus se retrouver (Chambru, 2014).

La controverse se joue donc dans la confrontation de deux conceptions différentes du temps liées au développement technique. D'une part, l'Andra pose cette échelle de temps quasi infinie comme un défi industriel et social auquel nous devons réfléchir dès maintenant. D'autre part, c'est à un autre rapport à la nature et à la technique qu'invitent les militants écologistes.

Construire la mémoire du futur centre Cigéo

Une autre façon de composer avec la temporalité très longue des déchets radioactifs est d'inscrire Cigéo dans la mémoire du territoire. L'implantation physique de l'Andra à la sortie du village de Bure, entre la Meuse et la Haute-Marne, la pose comme un acteur du territoire. Rappelons qu'à ce jour, aucune matière radioactive n'est exploitée sur ce site, de même que l'autorisation de construction de Cigéo n'a pas encore été demandée. Quelles sont les activités de l'Andra sur son site de Meuse/Haute-Marne ? En premier lieu, l'Andra mène des expérimentations dans son laboratoire sous-terrain, afin de tester la résistance de la roche lorsqu'elle accueillera des déchets radioactifs. Cependant, l'implantation territoriale de l'Andra ne se limite pas à son laboratoire. Parmi ses installations, on compte notamment un Espace technologique ainsi qu'un Observatoire pérenne de l'environnement (OPE). Ces deux structures visent à accueillir le grand public. Elles renferment des expositions temporaires et permanentes, et proposent un calendrier de manifestations destinées à tous types de publics.

Une grande partie des activités de l'Andra en Meuse/Haute-Marne est tournée vers la médiation scientifique, si bien que les installations précédemment citées apparaissent comme des musées de science d'un genre nouveau. En effet, ces établissements présentent les différentes dimensions de la controverse sur les déchets radioactifs alors qu'ils sont pilotés par l'agence nationale en charge de les gérer. Cette muséographie s'appuie sur une mise à distance du projet Cigéo, en même temps qu'elle le considère comme étant en cours de réalisation avec l'OPE, dont le but est de mesurer son impact sur la faune et la flore locale. Le rôle de l'Andra ne correspond ni à la catégorie du musée comme acteur du débat public, ni à celle du musée comme organisateur ou témoin du débat (Girault, Molinatti, 2011). En effet, ses expositions présentent un projet qui n'est

pas encore réalisé. Autrement dit, la muséographie porte sur la controverse des déchets radioactifs et son inscription dans le temps. Les visites et animations à destination des jeunes publics et des scolaires¹¹ ou encore les partenariats contractés avec des entreprises de presse et agences de youtubeurs (*Usbek et Rica*, *Science Tips*, *Influence4You*) peuvent alors se lire comme une construction de la mémoire de la controverse qui entoure Cigéo avant qu'il ne soit construit, afin qu'il soit mieux accepté par la population.

Conclusion

Le temps est donc une dimension essentielle à prendre en compte pour l'analyse des controverses environnementales. Rendre compte des différentes « expériences de temps » permet de se décentrer d'une lecture trop stratégiste de l'argumentation en régime de controverse. Derrière les positions affichées par les acteurs majoritaires et en deçà des opinions sur le nucléaire se trouvent des conceptions du temps parfois très différentes. Celles-ci constituent pourtant un élément clé des débats car elles portent en elles des représentations rarement discutées et considérées comme allant de soi. Par exemple, la thématique des « générations futures » propre au débat sur les déchets radioactifs n'est presque jamais discutée, alors même que défenseurs et opposants se reprochent mutuellement de les mépriser. L'expression fonctionne comme une formule (Krieg-Planque, 2009) qui justifie l'idée d'entreposer les déchets radioactifs en sous-sol aussi bien que celle de les laisser à la surface. Ce rapport aux générations futures montre bien les représentations et les valeurs (Heinich, 2017) qui prévalent dans les deux camps. L'Andra avance l'idée que les sciences et techniques permettent de gérer au présent un problème qui aura des conséquences sur le cours des événements futurs, tandis que les activistes écologistes estiment que ne pas résoudre le problème revient à ne pas entraver les générations à venir d'une solution qu'ils n'auraient pas choisie.

La description de ces expériences de temps rebat les cartes des jeux d'acteurs dont les postures sont, à leur tour, héritées depuis de nombreuses années. Aussi cela pose-t-il la question du rôle et de la posture du chercheur à l'égard de son objet. Il ne s'agit pas de trancher entre les différentes conceptions du temps et ce qu'elles sous-tendent, mais de rendre visibles et faire émerger les interrogations sur le temps souvent occultées du débat public. Car se sont bien d'enjeux de pouvoir dont il est question. Comme le montre la contestation de la centrale de Cattenom, promoteurs et opposants ne disposent pas de capacités d'action égales car ils ne sont pas exposés aux mêmes contraintes temporelles. L'information ne circule pas au même rythme que l'agenda de la construction

¹¹ Parmi ces dispositifs, l'exposition « La radioactivité, de Homer à Oppenheimer » (2013) est la première à présenter le projet Cigéo à de jeunes publics en ayant notamment recours au personnage principal de la série animée *Les Simpson*.

de la centrale. Pendant que les lecteurs de la presse régionale découvrent que le projet n'est pas conforme à la législation européenne, les constructeurs anticipent déjà les prochaines étapes du chantier. L'analyse des temporalités des controverses nécessite donc de penser l'interaction entre les temporalités médiatique, sociale, et politique (Vitalis et al., 2000).

Au niveau de l'analyse de la controverse sur le long terme doit s'ajouter celui du temps comme catégorie discursive mobilisée par les acteurs. Ainsi les actions collectives montrent-elles la volonté des manifestants de faire événement en rompant le cours ordinaire des choses. Cela s'observe aussi pour la gestion des déchets radioactifs qui soumet les promoteurs de Cigéo à montrer qu'ils ont conscience des incidences de leurs actions sur les générations futures. Cela se traduit par la mise en œuvre du site web *Les Arpenteurs* dont les articles entendent justifier les décisions prises en matière de gestion des déchets radioactifs. La temporalité peut être aussi muséographiée, comme pour les déchets radioactifs, et les expositions donnent une épaisseur historique à Cigéo.

Références

- Ambroise-Rendu A.-C., 2018, « La catastrophe écologique de Tchernobyl : les régimes de fausseté de l'information », *Le Temps des médias*, 30, pp. 152-173.
- Arquembourg J., 2011, *L'Événement et les médias. Les récits médiatiques des tsunamis et les débats publics, 1755-2004*, Paris, Éd. Archives contemporaines.
- Badouard R., Mabi C., 2015, « Controverses et débat public : nouvelles perspectives de recherche », *Hermès. La Revue*, 73, pp. 225-231.
- Barthe Y., 2006, *Le Pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires*, Paris, Economica.
- Beck U., 1986, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par L. Bernardi, Paris, Flammarion.
- Blanc J., 2016, « Gouverner par le temps », *Gouvernement et action publique*, 1, pp. 91-116.
- Borraz O., 2008, *Les Politiques du risque*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Braudel F., 1999, *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion.
- Cefaï D., 2016, « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30, pp. 25-64.
- Chambru M., 2014, « L'espace public à l'épreuve du phénomène antinucléaire en France (1962-2012) », *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, 7 (1-13), pp. 33-43.
- Chaskiel P., 2017, « Risques technologiques », *Publicationnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Accès : <http://publicationnaire.huma-num.fr/notice/risques-technologiques/>.
- Chateauraynaud F., 2011, *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*, Paris, Pétra.

- Chateauraynaud F., Debaz J., 2017, *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Pétra.
- Clavert F., Grandjean M., Méadel C., 2018, « Le temps long des réseaux sociaux numériques, une introduction », *Le Temps des médias*, 31 (2), pp. 5-11.
- Debaz J., 2017, « Entre science et société, les controverses comme enquêtes collectives », *Zilsel*, 2, pp. 149-166.
- Dechézelles S., 2017, « Une ZAD peut en cacher d'autres. De la fragilité du mode d'action occupationnel », *Politix*, 117, pp. 91-116.
- Dechézelles S., Olive M., 2016, « Introduction. Lieux familiers, lieux disputés – dynamiques des mobilisations localisées », *Norois. Environnement, aménagement, société*, 238-239, pp. 7-21.
- Dewey J., 1927, *Le Public et ses problèmes*, trad. de l'anglais (États-Unis) par J. Zask, Paris, Gallimard, 2010.
- Domenget, J.-C., Pélissier, N., Miège, B., dirs, 2017, *Temps et temporalités en information-communication. Des concepts aux méthodes*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Doury M., 1997, *Le Débat immobile. L'argumentation dans le débat médiatique sur les parasciences*, Paris, Kimé.
- Fraser N., 2001, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement », *Hermès. La Revue*, 3 (31), trad. de l'anglais par M. Valenta, pp. 125-156.
- Girault Y., Molinatti G., 2011, « Comment les musées et centres de sciences s'exposent aux controverses socioscientifiques », *Hermès. La Revue*, 61, pp. 159-166.
- Hartog F., 2003, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Heinich N., 2017, « Dix propositions sur les valeurs », *Questions de communication*, 31, pp. 291-313.
- Hirsch T., 2016, *Le Temps des sociétés. D'Émile Durkheim à Marc Bloch*, Paris, Éd. de l'EHESS.
- Jackiewicz A., 2017, « Outils notionnels pour l'analyse des controverses », *Questions de communication*, 31, pp. 137-159.
- Julliard V., 2015, « Les apports de la techno-sémiotique à l'analyse des controverses sur Twitter », *Hermès. La Revue*, 73, pp. 191-200.
- Julliard V., 2019, « Fraser (Nancy) », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Accès : <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/fraser-nancy/>.
- Krieg-Planque A., 2009, *La Notion de formule en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté.
- Latour B., 2007, « La cartographie des controverses », *Technology Review*, 0, pp. 82-83.
- Le Marec J., Babou I., 2015, « La dimension communicationnelle des controverses », *Hermès. La Revue*, 73, p. 111-121.
- Lemieux C., 2018, *La Sociologie pragmatique*, Paris, Éd. La Découverte.
- Masseran A., Weill A., 2014, « De la réunion publique vers le dispositif internet : migrations et reformatages du débat public autour du centre de stockage de déchets radioactifs CIGEO », *Sciences, techniques et société. Recherches sur les technologies digitales*.

- Monnoyer-Smith L., 2011, *Communication et délibération. Enjeux technologiques et mutations citoyennes*, Paris, Lavoisier.
- Motulsky B., Lehmann V., dirs, 2013, *Communication et grands projets. Les nouveaux défis*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Negt O., 1972, *L'Espace public oppositionnel*, trad. de l'allemand par A. Neumann, Paris, Payot, 2007.
- Neumann A., 2018, « Negt (Oskar) », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Accès: <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/negt-oskar>.
- Ollitrault S., 1996, « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 9 (36), pp. 141-162.
- Pascual Espuny C., 2014, « La société civile, de l'alerte à la controverse médiatisée », *Communication & Organisation*, 45, pp. 115-126.
- Patinaux L., 2017, *Enfouir des déchets nucléaires dans un monde conflictuel. Une histoire de la démonstration de sûreté de projets de stockage géologique, en France (1982-2013)*, Thèse de doctorat en histoire, Paris, EHESS.
- Quet M., 2015, « L'art narratif dans les controverses globales, The art of narrative in global controversies », *Hermès. La Revue*, 73, pp. 39-44.
- Subra P., 2017, « De Notre-Dame-des-Landes à Bure, la folle décennie des "zones à défendre" (2008-2017) », *Hérodote*, 165, pp. 11-30.
- Suraud M.-G., 2006, « L'espace public. Entre autonomie et institutionnalisation. Le cas d'un débat sur les risques industriels », *Communication*, 24, 2, p. 9-28.
- Tilly C., 1986, *La France conteste. De 1600 à nos jours*, trad. de l'anglais (États-Unis) par É. Diacon, Paris, Fayard.
- Trépos J.-Y., 1996, *La Sociologie de l'expertise*, Paris, Presses universitaires de France.
- Trom D., 1999, « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, 49, 1, pp. 31-50.
- Venturini T., 2010, « Diving in magma: how to explore controversies with actor-network theory », *Public Understanding of Science*, 3, 19, pp. 258-273.
- Venturini T., 2012, « Building on faults: how to represent controversies with digital methods », *Public Understanding of Science*, 21, 7, pp. 796-812.
- Verón E., 1981, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Éd. de Minuit.
- Vitalis A. et al., dirs, 2000, *Médias, temporalités et démocratie*, Rennes, Apogée/Presses universitaires de France.